

Afzender:
v.u./e.r. Freddy Tack
rue Ad. Vandenschriekstraat 119
1090 Brussel/Bruxelles



Fuerte explosión ocurrió este viernes 06 mayo 2022 en el Hotel Saratoga, en La Habana Vieja



VOORWOORD VAN DE VOORZITTER

19 mei 2022. In mijn voorwoord van 30 januari 2022 schreef ik: "Laat ons ook hopen voor 2022 op een jaar van vrede want de spanningen in de wereld nemen toe tot op een alarmerend peil". Helaas is die hoop niet uitgekomen zoals we allemaal weten. De gevolgen op wereldvlak zijn o.a. sterk gestegen prijzen en schaarste aan sommige producten. Vooral economisch zwakkere landen zullen het zwaarst getroffen worden. Ook Cuba zal hier dus niet aan ontsnappen. Na de door Trump zeer zwaar versterkte blokkade vormen de daarbovenop komende wereldproblemen met de pandemie, de mondiale inflatie en als laatste de oorlog in Oekraïne een zware bemoeilijking van het dagelijks leven van de Cubanen. Ik vrees nog dit jaar voor een sterke verhoging van de broodprijs en meer uitvallen van electriciteit die vooral nog door petroleum gegenereerd wordt.

De crisis heeft ook zijn negatief effect op de prijs van het versturen van een container naar Cuba. De prijs is zowat verdubbeld. Dat betekent dat ons project onder druk komt te staan om samen met andere verenigingen containers met medisch materiaal naar Cuba te sturen.

In december 2021 heeft de regering van de Verenigde Staten de immigratie uit Cuba, Nicaragua en Venezuela gemakkelijker gemaakt. Eenmaal op het grondgebied van de V.S. krijgen ze een voorkeursbehandeling die andere Latijns-Amerikanen niet krijgen. Het business-model van de Cubaanse maffia krijgt daardoor een boost want zij begeleiden je op je reis en maken gaten in de muur tussen Mexico en de V.S. waارlangs je op het grondgebied van de V.S. terecht komt en de voorkeurrechten kan uitoefenen.

De mensenhandelaars uit Miami, de zogenaamde coyotes, helpen je voor een bedrag tussen de 7.000 en de 15.000 dollar per persoon. De Cubanen die het zonder hun hulp probeerden en geen gat in de muur maakten maar zich aan de grens aanboden werden geweigerd door de V.S. en met het vliegtuig gerepatriëerd naar Cuba tenzij ze met veel geld een advocaat konden betalen met dan wel kans om toch nog binnen de V.S. te geraken. Gezien de economische toestand in Cuba in december 2021 nog steeds niet gerecupereerd was tot op het niveau van voor de pandemie, zijn tienduizenden Cubanen vertrokken. Velen verkochten hun huis om de coyotes te kunnen betalen.

Maar de steun voor de Revolutie is nog steeds massaal aanwezig, getuige de indrukwekkende 1 mei stoeten in het ganse land. Deze in Santiago de Cuba heb ik nu voor de eerste keer meegemaakt. Er was een overweldigende opkomst en ik heb zeer veel enthousiasme gezien.

Conclusie : De Vrienden van Cuba zijn meer dan ooit nodig om goede en objectieve informatie over Cuba te verspreiden want in de kranten of op TV vind u die niet. Maak nieuwe leden en maak ons sterker! Vernieuw aub je lidgeld via een bestendige opdracht bij je bank voor zover je dat nog niet gedaan hebt. Zie achteraan dit tijdschrift. We zijn een kleine vereniging en zonder je steun kan ons tijdschrift niet bestaan.

Regi Rotty**ÉDITO DU PRÉSIDENT**

19 mai 2022. Dans mon édito du 30 janvier j'écrivais: "Espérons que 2022 sera une année de paix, car les tensions dans le monde atteignent un niveau alarmant". Malheureusement cet espoir ne s'est pas réalisé, comme nous le savons tous. Les conséquences au niveau mondial sont, entre autres, des prix fortement augmentés et la pénurie de certains produits. Les pays économiquement les plus faibles seront touchés le plus durement. Cuba n'y échappera pas. Après le blocus fortement renforcé par Trump, auquel s'ajoutent les problèmes mondiaux avec la pandémie, l'inflation mondiale et finalement la guerre en Ukraine la vie quotidienne des Cubains c'est encore compliquée. Cette année je crains une forte hausse du prix du pain, des pannes d'électricité plus fréquentes générées surtout par le pétrole.

La crise a également un effet négatif sur le prix d'envoi d'un conteneur à Cuba. Le prix a pratiquement doublé. Ceci signifie que notre projet, en collaboration avec d'autres organisations, pour envoyer à Cuba des conteneurs avec du matériel médical, est sous pression.

En décembre 2021 le gouvernement des États-Unis a simplifié l'immigration à partir de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela. Une fois sur le sol des USA ils obtiennent un traitement de faveur que d'autres Latinos Américains n'obtiennent pas. Ceci renforce le modèle de business de la maffia cubaine, qui reçoit un boost, car elle vous accompagne dans votre voyage et font des trous dans le mur entre le Mexique et les États-Unis par lequel vous arrivez sur le territoire nord-américain et les traitements de faveur peuvent être appliqués. Les commerçants d'êtres humains de Miami, les coyotes, vous aident contre une somme entre 7.000 et 15.000 dollars par personne. Les Cubains qui ont essayé de faire des trous dans le mur sans leur aide et se présentaient aux frontières ont été refusés par les États-Unis et sont rapatriés à Cuba en avion, à moins qu'avec beaucoup d'argent ils puissent se payer un avocat pour entrer malgré tout aux USA. Comme la situation économique à Cuba n'a pas récupéré fin 2021 le niveau d'avant la pandémie, des dizaines de milliers de Cubains sont partis. Beaucoup ont vendu leur maison afin de pouvoir payer les coyotes.

Mais le soutien de la Révolution est toujours présent en masse, la preuve en sont les manifestations impressionnantes pour le 1er mai. J'ai pu y assister pour la première fois à Santiago de Cuba. L'assistance était massive et j'ai vu beaucoup d'enthousiasme.

Conclusion : les Amis de Cuba sont plus que jamais nécessaires pour fournir une information objective sur Cuba, car vous ne la trouverez pas dans nos journaux ou télévisions. Recrutez de nouveaux membres et renforcez notre action! Renouvelez votre cotisation par un ordre permanent à votre banque si ce n'est pas encore fait. Voir en fin de cette revue. Nous sommes une petite organisation et sans votre soutien notre revue ne peut pas exister.

Regi Rotty (Trad. F. Tack)

CUBA AU JOUR LE JOUR

Freddy Tack

Dans cette rubrique nous reprenons quelques thèmes et événements des dernières semaines et qui nous semblent marquer l'actualité de Cuba.

60e anniversaire de la UJC et 61e anniversaire de l'OPJM

Le 4 avril la jeunesse cubaine a célébré les anniversaires de la UJC (Union des Jeunes Communistes) et de l'OPJM (Organisation des Pionniers José Martí). La première secrétaire du Comité National de la UJC a félicité les jeunes et les enfants pour cette commémoration et a insisté sur le fait que c'est la jeunesse, par ses études et l'accomplissement de diverses tâches, qui construit le pays et assume la responsabilité du futur : "Nous avançons vers le futur, dans une continuité qui ne cède ni au découragement, ni à la fatigue ni à la défaite, car nous avons appris à surmonter les obstacles, à préserver nos valeurs et à ne jamais renoncer à nos aspirations pour un Cuba toujours meilleur. Est-ce que nous sommes la jeunesse dont la Révolution a besoin pour avancer ? Oui ! Sommes-nous satisfaits de ce que nous faisons ? Non ! Croire que c'est l'heure de l'autosatisfaction ou des applaudissements serait impardonnable".

A Cuba le rôle assumé par la jeunesse est de plus en plus important. Les jeunes assument des tâches de direction, des mandats politiques, sont à la pointe de la recherche scientifique.

Et les autorités cubaines investissent à fond dans les jeunes du pays, les invitent à émettre des critiques constructives et à pratiquer l'auto-critique, à l'innovation, à l'engagement dans la vie communautaire, dans les quartiers, dans la solidarité.

Qu'en pensent les jeunes ? Comment évaluent-ils le rôle des jeunes communistes ? Juventud Rebelde, le quotidien de la UJC, a mené une enquête dans différentes provinces du pays. Ci-après quelques réactions. Melissa Mavis Villar : "Maintenir les conquêtes dépend de nous. Comme l'a dit Fidel - Si les jeunes échouent, tout échouera. Nous n'échoueront jamais et nous serons conséquents dans la confiance qu'il nous accordait". Neilán Vera : notre organisation ne doit pas seulement être jeune dans son intitulé, mais dans la forme d'agir, de communiquer, dans la gestion par les dirigeants qui doivent accomplir le mandat que les membres leur ont confié. Les jeunes communistes doivent être les premiers pour critiquer ce qui est mal fait. Avec éducation, des arguments, le respect, mais dénoncer, même si les acteurs bureaucratiques sont choqués ou tentent d'ignorer la critique révolutionnaire".

Lian Rodríguez Lamorú : "Le militant doit être sensible et non-conformiste pour se qui est mal fait, peu importe l'acteur, il doit exiger une explication, déclarer la guerre au conformisme et être ouvert aux expériences qui peuvent transformer la réalité nationale".

Aramis Manuel Valdés et Daniel Felipe : "Il faut lutter sur les réseaux sociaux pour contrecarrer les diffamations et les fausses nouvelles diffusées par nos ennemis. Ils veulent nous faire oublier notre mémoire historique. Ils ne réussiront jamais. Il s'agit de la défense digitale de nos valeurs révolutionnaires".

Yosver Castañeda : "Nous avons dans nos mains la formation d'enfants, d'adolescents et de jeunes pour que se poursuive ce processus qui les émancipe".

Des déclarations qui illustrent et confirment qu'après 60 ans la UJC reste une organisation dynamique, critique, révolutionnaire, et qui poursuit sa mission d'avant-garde au sein de la Révolution.

Sources : www.juventudrebelde.cu/cuba/2022-04-04/la-hora-de-crear-y-de-defender-el-socialismo-siempre-sera-la-hora-de-los-jovenes

www.juventudrebelde.cu/cuba/2022-03-27/jovenes-comunistas-mas-allá-del-título

1° de Mayo - Cuba vive y trabaja !

Cette année, après deux ans d'interruption des manifestations de masse à cause de la pandémie du Covid-19, Cuba a fêté le 1er mai de la façon traditionnelle, le Covid étant sous contrôle dans l'ensemble du pays.

Plus de 6 millions de Cubains ont manifesté dans tout le pays, confirmant et exprimant leur soutien à la Révolution et leur volonté de poursuivre la construction du modèle économique et social choisi par une large majorité des citoyens, malgré le blocus criminel imposé par les États-Unis, malgré la pandémie et la crise économique mondiale, qui n'ont pas ignoré Cuba.

Par contre, ce qui frappe, c'est l'occultation générale dans la presse occidentale, qui ignore les faits. Comme si les agences et les journalistes accrédités à Cuba avaient reçu la consigne de ne lancer que quelques brefs messages et très peu d'images, ce qui ne fut pas le cas pour les troubles du 11 juillet 2021. Quasi toutes les agences internationales ont ignoré les images impressionnantes du défilé sur la place de la Révolution à La Havane et dans d'autres villes du pays.

Patrick Opermann, correspondant de CNN, a même affirmé que des centaines de personnes avaient été transportées à la capitale à partir d'autres provinces, alors que la population défilait dans toutes les grandes villes.

La chaîne allemande Deutsche Welle (DW) décroche le premier prix de la désinformation. Dans son compte Instagram en espagnol cette chaîne transmet des images de manifestants portant des drapeaux cubains, des pancartes et des messages de soutien à la Révolution. L'image apparaît, par magie, dans un reportage sur le 1er mai au Brésil, en Colombie, en Argentine, au Salvador et au Chili. Comme commentaire : "Des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour exiger de meilleurs salaires et un travail digne". Ce texte accompagnant le peuple et les drapeaux cubains, avec en arrière plan l'image d'Ernesto Che Guevara.

Les "fake news" et les manipulations de l'information, cadrant dans les communications orientées et financées à partir des États-Unis, ont la vie belle. Alors que des millions de personnes défilaient dans les rues et sur les places de Cuba, sous la consigne "Cuba vive y trabaja" (Cuba vit et travaille), offrant des images qui en disent bien plus que les fausses nouvelles du bombardement médiatique.

*Sources : Prensa Latina - 5 mai 2022 : Agresión a Cuba en forma de pixeles.
www.cubadebate.cu/especiales/chapeando-las-fotos-perdidas-del-primeros-de-mayo-y-los-oidos-sordos-de-biden*

Ricardo Alarcón de Quesada

Nous apprenons le décès, à 84 ans, ce premier mai, de Ricardo Alarcón de Quesada, le prestigieux diplomate et dirigeant politique cubain.

Très jeune il rejoint la lutte révolutionnaire dans le Mouvement du 26 Juillet. En 1959 il est élu président de la FEU (Fédération des Étudiants Universitaires). En 1962 il devient directeur du département Amériques du Ministère des Affaires Étrangères, puis ambassadeur de Cuba à l'ONU.

De 1992 à 1993 il occupe le poste de Ministre des Affaires Étrangères, avant de devenir président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (le parlement de Cuba), poste qu'il occupera durant 20 ans. Il était membre du Comité Central du Parti Communiste de Cuba depuis son 11e Congrès (1981) et du Bureau Politique à partir du 14e Congrès (1997).

Cuba perd un grand révolutionnaire, une figure qui a profondément marqué la diplomatie cubaine durant des années et qui a présidé et inspiré l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de façon magistrale.

Sources : l'ensemble de la presse cubaine.

Explosion de l'Hôtel Saratoga

Le 6 mai, l'emblématique Hotel Saratoga de La Havane a été détruit par une grave explosion de gaz, qui a causé un effondrement quasi complet de l'édifice. Le bilan est grave : 46 morts et 99 blessés, des dégâts considérables qui ont aussi touché des bâtiments voisins.

Très rapidement les secours sont intervenus et ont maîtrisé l'incendie. Mais il aura fallu plusieurs jours pour fouiller les décombres et essayer de secourir les survivants, recherches périlleuses suite aux risques d'effondrements. Le Saratoga, un hôtel cinq étoiles situé à proximité du Capitole de La Havane, était réputé mondialement et a pu compter, entre autres, parmi ses visiteurs Mick Jagger, Madonna et Beyoncé.

Un deuil national de 2 jours a été décrété, et des mesures d'urgence ont été prises pour l'assistance aux victimes, pour le relogement des sinistrés et pour l'octroi d'indemnités. Cette catastrophe a profondément touché le peuple cubain et de nombreuses personnalités, des dirigeants d'états et de gouvernement du monde entier, ainsi que d'innombrables amis de Cuba ont exprimé leurs condoléances. De l'aide aux victimes est également parvenue de plusieurs parties du monde.

Ici aussi des médias internationaux ont essayé de manipuler les faits en insinuant qu'il s'agissait d'un attentat, encore une manipulation perverse autour d'un drame humain.

Le président Díaz-Canel a immédiatement démenti ces fausses nouvelles et a clairement expliqué la cause accidentelle de l'explosion par une fuite de gaz lors de travaux de rénovation de l'hôtel, qui devait rouvrir ses portes au public prochainement.

Sources : l'ensemble de la presse cubaine.

Séminaire International pour la Paix et contre les Bases Militaires Étrangères

Le VII Séminaire International pour la Paix et contre les Bases Militaires Étrangères s'est déroulé les 4 et 5 mai dans la ville de Guantánamo. Des délégués de 23 pays, des intégrants d'organisations pour la paix et de la solidarité, des personnalités anti-guerre, et 70 Cubains ont participé au séminaire, organisé sous les auspices de l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples (ICAP) et du Conseil Mondial, pour la Paix.

Fernando González Llort, le président de l'ICAP, a réitéré l'exigence du peuple cubain pour la restitution du territoire occupé par la base militaire navale des États-Unis depuis 1903, la base étrangère la plus ancienne dans le monde.

Maria do Socorro Gomes, présidente du Conseil Mondial pour la Paix, a confirmé cette exigence et condamné les atrocités commises dans la prison de la base. Elle a déclaré : "Le Conseil Mondial pour la Paix est contre la permanence de bases militaires étrangères dans des pays souverains, ce qui est un exercice de domination".

José Sánchez Guerra, historien de Guantánamo, a rappelé qu'outre des assassinats d'ouvriers et de soldats, 8.288 violations ont été commises à partir de la base, dont près de 6.000 violations de l'espace aérien et plus de 1.000 de la navigation maritime.

Dans la déclaration finale du séminaire, les délégués ont condamné la politique agressive des États-Unis et de l'OTAN, ainsi que la nécessité du renforcement de la lutte contre le terrorisme et pour un monde plus juste. Dans les revendications ils reprennent la restitution du territoire occupé illégalement à Guantánamo et la fin du criminel blocus contre Cuba par les États-Unis. Les pacifistes ont réitéré la nécessité du respect de la vie humaine et ont prôné le dialogue pour la résolution des conflits actuels.

Sources : www.cubadebate.cu/noticias/2022/05/04/comenzó-en-guantanamo-seminario-internacional-paz-y-contra-las-bases-militares-extranjeras
www.granma.cu/mundo/2022-05-06/contra-el-imperialismo-solo-la-unidad-es-garantía-de-victoria
www.juventudrebelde.cu/internacionales/2022-05-05/la-paz-reclamo-permanente
www.trabajadores.cu/20220505/concluye-hoy-en-guantanamo-seminario-internacional-de-paz
www.trabajadores.cu/20220505/mas-de-ocho-mil-violaciones-desde-base-naval-yanqui

Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire

Le parlement cubain a tenu une session extraordinaire du 14 au 16 mai pour aborder un agenda chargé, y compris huit lois importantes qui renforcent les droits et les garanties constitutionnelles. Chacune des propositions de loi est le résultat de plusieurs années d'études et de débats, et a pris en considération les données de conventions internationales signées par Cuba.

Huit lois étaient à l'ordre du jour et ont été approuvées par les parlementaires : la loi de souveraineté alimentaire, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la loi des données personnelles, la loi de la protection des ressources naturelles et de l'environnement, le code pénal, la loi d'exécution pénale, la loi de refuge, et la loi des droits constitutionnels. La session est terminée par un large débat sur les droits d'auteur et les artistes interprètes et sur la loi de la protection du patrimoine culturel et du patrimoine naturel.

Le président Miguel Díaz-Canel a insisté sur le fait que Cuba doit garantir l'égalité effective des droits et l'accomplissement des devoirs consignés dans la Constitution et dans les lois. En fin de session il a déclaré : "Même si ces lois constituent une avancée importante, les lois que nous avons approuvées dans ces sessions ne sont pas suffisantes. Il est indispensable de relever les niveaux d'éducation civique et de culture juridique (...).

Reconnaître, promouvoir, prévenir, protéger, garantir, sont des verbes qui dénotent l'action de l'état, pour laquelle est indispensable le travail associé avec les différents acteurs sociaux, avec la participation populaire, avec le Pouvoir Populaire".

Sources : l'ensemble de la presse cubaine.

Des droits pour tous

Le Centre National d'Éducation Sexuelle (Cenesex) a proposé un large programme académique, scientifique, éducatif à l'occasion des XV Journées Cubaines contre l'Homophobie et la Transphobie, du 4 au 21 mai 2022.

Mariela Castro Espín, directrice du Cenesex, a souligné que ces journées seront axées sur le projet de nouveau Code des Familles, une garantie pour le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination. C'est aussi, a-t-elle ajouté, une opportunité de continuer le dialogue avec la population au sujet de la diversité familiale et la justice sociale.

Des débats sont prévus au sujet des familles homosexuelles. Des conversations auront lieu avec des dirigeants oecuméniques qui soutiennent l'inclusion. Des films sont proposés parmi les activités de ces journées. Une rencontre est également programmée au sujet des expériences du militantisme LGTBIQ+ en Amérique Latine et dans les Caraïbes, avec des échanges entre militants du Mexique et de Puerto Rico, et des ateliers se dérouleront pour les droits sexuels, les populations trans et les professionnels de la communication.

Source : www.trabajadores.cu/20220515/los-derechos-para-todos

Código de las Familias

Le nouveau Code des Familles, préparé par une commission d'experts, a été soumis, comme c'est le cas de nombreux projets de loi à Cuba, à une large consultation populaire, qui s'est déroulée de février à avril 2022 et a pu compter sur la participation de plus de six millions de Cubains, y compris les Cubains résidant à l'étranger. 79.129 réunions ont eu lieu et ont résulté en 336.595 interventions des électeurs et 434.860 propositions d'adaptation du texte du projet.

La majorité des propositions concernaient le mariage, la responsabilité parentale, la gestation solidaire, l'autonomie progressive, les violences dans le domaine familial, et le droit de l'enfance et de l'adolescence.

Alina Balseiro Gutiérrez, présidente du Conseil Électoral National (CEN) a commenté les résultats de la consultation : "Nous sommes convaincus que les résultats que nous remettons vont permettre à la commission de rédaction de présenter à l'Assemblée Nationale une nouvelle version enrichie par les propositions de la communauté, et qui sera soumise à un référendum".

Le ministre de la justice, Oscar Silvera Martínez, a signalé que la commission de rédaction va étudier tous les critères pour chacun des paragraphes, des articles et des dispositions du projet qui sera soumis à la considération des citoyens. Le travail sera fait en profondeur, en respectant les résultats de la consultation populaire, les contenus constitutionnels et la cohérence avec la remise en ordre juridique.

Finalement, a-t-il ajouté, sur base d'un calendrier de travail très strict, la commission présentera au parlement la nouvelle version du projet de Code des Familles pour la fin du mois de juin.

Source : www.granma.cu/cuba/2022-05-14/seis-millonnes-de-cubanos-participaron-en-consulta-popular-del-proyecto-de-codigo-de-las-familias

Cyclones et ouragans

Selon des experts de l'Institut de Météorologie de Cuba, le pays sera soumis à une période active avec 85 % de risque d'être victime d'un cyclone tropical et 60 % de risque pour au moins un ouragan. Durant cette saison cyclonique on prévoit la formation de 17 cyclones tropicaux, dont neuf pourraient atteindre la catégorie d'ouragan. La saison à risques s'étend de juin à fin novembre.

Cuba est préparé pour affronter ces phénomènes météorologiques et toutes les mesures de précaution et de protection sont activées. A ce jour on ne détecte pas de cyclones tropicaux dans l'immédiat, mais d'autres phénomènes peuvent intervenir, comme des pluies intenses, des vents violents ou des orages locaux graves qui s'apparentent à des tornades et avec des chutes de grêle.

Les mois les plus affectés s'étendent d'août à octobre, et la présence cette année du phénomène La Niña suscite des risques d'un renforcement de la formation de cyclones.

Source : [www.granma.cu/ciencia/2022-05-21/pronostican-17-cyclones-tropicales-y-al-menos-uno-podria-affectar-a-cuba](http://www.granma.cu/ciencia/2022-05-21/pronostican-17-cyclones-tropicales-y-al-menos-uno-podria-afectar-a-cuba)

Covid-19

Le 23 mai Cuba a enregistré 31 cas positifs de Covid-19. Un résultat qui confirme que la pandémie est sous contrôle dans l'île, avec une diminution des cas durant huit semaines consécutives, d'abord avec moins de 100 cas par jour, puis moins de 50 cas durant les derniers jours. Les derniers 12 jours aucun décès dû au Covid n'a été constaté.

En ce qui concerne les vaccinations 89,9 % de la population, soit 9.857.347 personnes ont reçu la vaccination complète et 7.169.063 citoyens ont déjà reçu la dose de renfort dont la distribution se poursuit. Cuba est aussi un des rares pays au monde qui a vacciné les enfants à partir de 2 ans ce qui concerne 1.909.980 enfants, soit 97,8 % du total. Cuba maintient une létalité de 0,77 %, pour 1,21 % dans le monde et 1,76 % pour les Amériques. Le Ministère de la Santé Publique (MINSAP) planifie maintenant une deuxième dose de renfort pour les personnes de 50 ans et plus, ce qui représente environ 4 millions de citoyens.

Comparé au reste du monde, rappelons que seulement 14 pays ont vacciné plus de 85 % de leur population, 42 pays sont à moins de 20 %, et 95 pays (sur 94 dans le monde) ont moins de 50 % de vaccinés.

Cuba peu donc présenter des résultats remarquables, réalisés avec 3 vaccins conçus et produits dans le pays, un résultat rendu possible grâce à un système de santé publique performant et des équipes scientifiques de premier plan.

En 1959, après le triomphe de la Révolution, Cuba comptait 3.000 médecins, tous concentrés dans les grandes villes du pays. En 2020 les statistiques signalent 497.593 travailleurs de la santé, et Cuba aligne près de 100 médecins par 10.000 habitants. Selon les chiffres de la Banque Mondiale de la Santé Cuba est le pays avec le plus grand nombre de médecins par habitant au monde. En 2020 toujours la collaboration internationale dans le domaine de la santé était présente dans 66 pays et 56 Brigades Henry Reeve ont aidé 40 pays.

Il est évident que le caractère public et social de la médecine, la logique préventive, communautaire et internationaliste, l'accessibilité et la gratuité des services, la recherche scientifique et technologique, font du système de santé cubain un des meilleurs au monde.

*Sources : www.granma.cu/cuba/2022-05-21/covid-19-en-cuba-disminuyen-los-casos-por-siete-semanas-consecutivas
www.cubadebate.cu/noticias/2022/05/17/comenzara-segundo-refuerzo-de-vacunacion-anticovid-19-en-mayores-de-50-anos
www.cubadebate.cu/especiales/2022/05/22/cuba-salud-y-solidaridad
www.granma.cu/informacion-minsap/2022-05-24/ministerio-de-salud-publica-cuba-reporta-31-casos-positivos-de-covid-19
www.granma.cu/cuba/2022-05-24/doce-dias-sin-fallecidos-por-covid-19-en-cuba*



CUBA – VS : EEN MOGELIJKE DOOI ?

Freddy Tack

Onlangs maakten de VS een aantal maatregelen bekend als een opening naar Cuba toe. Tekenen in de richting van een wijziging van politiek door Biden ? Zeker geen fundamentele stappen gezien de totale verderzetting van de economische, commerciële en financiële blokkade en van de anti-Cubaanse campagnes.

Een eerste wijziging

Begin april kondigden de VS aan dat vanaf de maand mei de dienst voor visa voor migranten in de VS-ambassade in Havana terug werd geopend. Uiteraard met beperkingen.

De dienst is toegankelijk voor aanvragen ingediend na 1 april, en enkel voor aanvragers van de categorie IR-5, hetzij vader of moeder van Noord-Amerikaanse burgers. De vroegere aanvragen, en alle aanvragen voor andere categoriën worden nog steeds afgehandeld in Georgetown, Guyana.

De afschaffing van de consulaire diensten in Havana verergerde nog het niet respecteren van het akkoord voor de toekenning van minstens 20.000 visa op jaarbasis. De laatste jaren werden er amper 4.000 per jaar toegekend. Wat uiteraard ook een verhoging meebracht van onwettelijke migratiepogingen.

De administratieve stappen in andere landen vereisen ook van de aanvragers zware onkosten (reiskosten en verblijf in derde landen), en zonder enige garantie van de toekenning van de aanvraag.

Gesprekken over de migratiepolitiek

Op 21 april had een ontmoeting plaats in Washington D.C. over de migratie. De Cubaanse delegatie was voorgezeten door Carlos F. De Cossio, vice-minister van buitenlandse zaken. De gesprekken liepen o.a. over de uitvoering van de bilaterale migratie akkoorden en de gemeenschappelijke afspraak garanties te leveren voor een normale, veilige en geordende migratie.

Cuba drong aan op de naleving van het akkoord van januari 2017 om minstens 20.000 visa per jaar toe te kennen. De VS heeft dit akkoord nooit gerespecteerd.

De regering Trump voerde al die jaren een anti-migratiepolitiek (met de muur aan de Mexicaanse grens en massale uitwijzingen van migranten), en Biden heeft deze politiek ongewijzigd verder gezet.

De conclusies zijn overduidelijk. Het belang door de VS gehecht aan deze politiek is reeds sprekend : een vergadering van één enkele dag. De Noord-Amerikaanse delegatie sprak enkel over de beperkte heropening van de consulaire diensten in Havana, een beperking zowel in aantal visa als in personeelsbezetting.

Men kan zich bijgevolg de vraag stellen : wenst de regering van Joe Biden werkelijk de migratiepolitiek t.o.v. Cuba te normaliseren en de verplichtingen van de bilaterale akkoorden terzake uit te voeren, of is het de bedoeling dit geschil verder te zetten en een nieuwe crisis aan te moedigen ?

Enkele kleine stapjes

Op 16 mei komt een nieuwe aankondiging van enkele beperkte maatregelen, zonder details over de uitvoeringsmodaliteiten. De maatregelen werden voorgesteld als "steun aan de Cubaanse bevolking". Wat houden zij in ? Een belofte om vluchten toe te laten naar meerdere steden in Cuba (nu beperkt tot Havana), meer visa toe te kennen in het consulaat van Havana (zie hierboven), het toelaten van educatieve reizen voor Noord-Amerikaanse burgers, maar enkel in groep en met begeleiding, en het opheffen van de limieten op remesas. Het geheel begeleid met een "steun" aan de privésector in Cuba, zoals het gebruik van internet.

Cuba heeft nota genomen van de mededeling en ze omschreven als "een beperkte stap in de goede richting". De aangekondigde maatregelen wijzigen in niets de blokkade en de economische wurgpogingen ingevoerd door Trump en verdergezet onder Biden. De lijst van meer dan 200 Cubaanse bedrijven met wie elke uitwisseling verboden is, blijft ongewijzigd. De normale reismogelijkheden blijven verboden, de opname van Cuba op de lijst van landen die het terrorisme steunen blijft van toepassing. De aankondiging werd geuit in een traditionele vijandelijke stijl, met de even traditionele veroordelingen en leugens, de stijl van de laatste maanden en jaren.

Geen illusies dus, de doelstellingen van de VS-politiek tegen Cuba blijven ongewijzigd.

In de officiële reactie herhaalde Cuba nogmaals bereid te zijn te onderhandelen over een respectvolle dialoog op basis van gelijkheid met de regering van de VS, op basis van het Handvest van de UNO, zonder inmenging in de interne zaken en in totaal respect voor de onafhankelijkheid en de soevereiniteit.

Waarom deze beperkte stapjes ?

De vraag kan gesteld worden. Heeft het iets te maken met de mislukking van de politiek van Trump, verdergezet door Biden om een "humanitaire crisis zonder voorgaande uit te lokken" om Cuba te doen plooien ? Of heeft het iets te maken met stemmen in de VS zelf ? In december vorig jaar eisten 114 congresleden van de democratische partij een wijziging van de politiek voor Cuba, met de wens de harde lijn van Trump op te geven. Begin april, tijdens de IIle Landbouwconferentie Cuba-VS sprak de voorzitter van de Landbouwcoalitie VS-Cuba, Paul Johnson, zich duidelijk uit tegen de blokkade, die negatief uitvalt voor de landbouwers van beide landen, en bevestigde dat de landbouwers van de VS bereid zijn alles in het werk te zetten om de handel met Cuba te verbeteren.

Op 17 mei vroeg de gemeenteraad van de stad Boston de opheffing van de blokkade en richtte een oproep tot de volksvertegenwoordigers en senatoren van de staat Massachusetts om wetten voor te stellen en goed te keuren die een einde stellen aan de onwettelijke blokkade.

En op 27 mei was er nog een tussenkomst van een groep congresleden om Joe Biden te vragen Cuba, Venezuela en Nicaragua toch uit te nodigen voor de Top van de Amerikas in juni.

Een ongewijzde politiek

Ondertussen blijft de politiek van de VS ongewijzigd en enkele voorbeelden illustreren de verderzetting van het trumpisme tegen Cuba en de blijvende overheersing van de Monroepolitiek.

In maart jongstleden werden de cruisemaatschappijen Carnival, Royal Caribbean, Norwegian Cruise Line en MSC Cruises door Beth Bloom, federale rechter van de VS, er van beticht de blokkade tegen Cuba te verkrachten. Tussen 2015 en 2019 zouden ze gebruik gemaakt hebben van de haveninfrastructuur in Havana, genationaliseerd in 1959 en dus vallend onder titel III van de Wet Helms-Burton.

Begin april starte een nieuwe campagne op de sociale netten onder de naam #SOSCuba, opgezet vanuit Florida door het zogenaamd "Vrijheidsfront", gefinancierd door de Noord-Amerikaanse organismen NED en USAid. De poging werd ontmaskerd door een groep experten van Cubaperiodistas. Het onderzoek toonde aan dat de campagne in 24 uur 15.058 gebruikers bereikte en aanleiding gaf tot 59.936 tweets. Meer dan 200 rekeningen werden hiervoor geopend, en geregistreerd in maart 2022.

Nog een andere poging werd ondernomen in april met een project onder de naam #IslaPrisión, met als doelstelling de uitwijzing van Cuba uit de Raad voor Mensenrechten van de UNO. Dit initiatief komt van Orlando Gutiérrez Boronat, voorzitter van de terroristische organisatie "Cubaans Democratisch Directorium", met zetel in Miami, een organisatie die oproept voor een militaire ingreep in Cuba.

Eind april kondigden de VS aan dat een boete van 141.442 \$ werd opgelegd aan de "Newmont Corporation", een bedrijf van de mijnsector met zetel in Denver, Colorado. En het bedrijf "Chisu International Corporation", leverancier van explosieven voor mijontginding, met zetel in Parkland, Florida, kreeg een boete van 45.908 \$. Beiden werden beboet voor het niet respecteren van de blokkaderegels.

Begin mei verklaarde Valeria Robecco, voorzitster van de UNCA (Vereniging van de Perscorrespondenten bij de UNO) verontrust te zijn door "onverklaarbare vertragingen" in het toekennen, door de Noord-Amerikaanse overheid, van visa aan geaccrediteerde journalisten van Prensa Latina bij de UNO. Zij wachten sinds twee jaar (december 2019) op hun visa, zonder enig antwoord.

Pedro Luis Pedroso, permanente vertegenwoordiger van Cuba bij de UNO, deelde in mei mede dat de VS 20.830 uren onwettelijke transmissies naar Cuba stuurde, gebruikmakend van 20 frequenties, en dit slechts in 3 maanden in 2022.

Carlos Lago, leider van de vereniging "Puentes de amor" in de VS, kreeg doodsbredeigingen ingevolge zijn inzet voor het eindigen van de blokkade tegen Cuba. Puentes de amor is samengesteld uit personen die, ongeacht hun ideologie, de mening delen dat de blokkade tegen Cuba onmenselijk en crimineel is. Zij richten regelmatig karavaan in (per fiets, met wagens) in verschillende Noord-Amerikaanse steden, een initiatief dat ondertussen is overgenomen door talrijke landen in de wereld. De doodsbredeigingen doen de ronde op de sociale netten.

Ter conclusie

Dit overzicht is sprekend : business as usual. Niettegenstaande de enkele kleine stapjes wordt de agressiepolitiek tegen Cuba gewoon verdergezet en blijft de blokkade onverbiddelijk toegepast. Spreken van een dooi is dus niet aan de orde van de dag. Onze solidariteit met het Cubaanse volk is meer dan ooit noodzakelijk.



CUMBRE DE LAS AMÉRICAS

F. Tack

Les États-Unis ont convoqué, le 25 les pays américains, du 6 au 10 juin 2022, à Los Angeles au IX Sommet des Amériques. Et en bonne exécution de la doctrine Monroe et de la poursuite de la politique trumpiste par Biden, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua ne sont pas invités. Cette décision a suscité un tollé de protestations en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Lors de la rédaction de cet article (31 mai 2022) le gouvernement de Joe Biden avait maintenu sa décision et restait sourd aux appels pour un sommet inclusif, ouvert à tous les pays du continent.



Les Sommets des Amériques

Ces sommets, réunissant en principe tous les pays du continent, se tiennent tous les 3 à 4 ans, depuis le premier sommet organisé à Miami en 1994. Huit sommets ont eu lieu : Miami (1994), Santiago de Chile (1998), Québec - Canada (2001), Mar del Plata - Argentine (2005), Puerto España - Trinidad et Tobago (2009), Cartagena de Indias - Colombie (2012), Panama (2015) et Lima - Pérou (2018).

Un seul sommet, celui de Panama en 2015, a réuni tous les dirigeants des 35 pays intégrant l'Organisation des États Américains (OEA) et Cuba. Le gouvernement du Panama avait alors invité le président Raúl Castro, qui avait participé pour la première fois, le résultat d'un consensus unanime des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. Cuba a également participé au sommet de Lima (2018), auquel le Venezuela ne participait pas. Ce sommet s'est tenu, pour la première fois, en absence du président nord-américain, Trump ayant délégué sa représentation à Mike Pence, son vice-président.

Les sommets sont parrainés par l'OEA, qui avait expulsé Cuba en 1962, à l'initiative de Washington, et qui a levé la sanction en 2009. Le gouvernement révolutionnaire a alors refusé la réintégration, considérant que l'OEA a toujours été un instrument de domination nord-américaine.

La politique anti cubaine de l'OEA se poursuit aujourd'hui avec Luis Almagro, l'actuel secrétaire général, une marionnette des États-Unis, grand ami des congressistes et maffieux de Miami.

Un concert de réactions

Cuba a immédiatement dénoncé cette exclusion, rappelant que l'un des thèmes du sommet concernait la politique de la santé pour le continent, domaine où l'expérience de Cuba pouvait apporter une contribution importante et enrichissante. Bruno Rodríguez, ministre des affaires étrangères, a dénoncé les fortes pressions par Washington sur les pays qui critiquent l'exclusion.

Exclusion confirmée le 2 mai par Brian Nichols, sous-secrétaire d'État nord-américain.

Miguel Díaz-Canel, président de Cuba, a insisté sur le fait que les USA ne comprennent pas que l'Amérique Latine et les Caraïbes ont changé et qu'il n'y a aucune possibilité de réintroduire la doctrine Monroe avec une vision panaméricaine qui prétend imposer sa domination hégémonique à l'ensemble de l'hémisphère occidental.

Manuel López Obrador président du Mexique, a immédiatement réagi en demandant à Biden d'inviter "Tous les peuples d'Amérique". Le 5 mai, la presse vénézuélienne communiquait que Ronald Sanders, ambassadeur de Antigua y Barbudas à Washington, a déclaré que les 14 pays faisant partie de la Caricom (Communauté des Caraïbes) n'assisteraient pas au sommet si Biden excluait Cuba, le Nicaragua et le Venezuela.

D'autres réactions suivent le 6 mai avec López Obrador qui demande : "D'où sont les pays non invités ? De quel continent, de quelle galaxie ?".

Luís Arce, président de la Bolivie exprime son doute sur les résultats du sommet si on nie le pluralisme, si on ignore le principe d'auto-détermination et si on interdit la participation de pays frères. La Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC) déclare qu'il faut "éviter des exclusions qui empêchent le dialogue de toutes les voix du continent".

Sasha Llorenti, secrétaire exécutif de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique – Traité du Commerce des Peuples (ALBA-TCP), signale aux organisateurs qu'il ne faut pas suivre les caprices de Washington. Le Groupe de Puebla, pour sa part, exige l'organisation de l'événement sans discrimination idéologique.

Les jours suivants les réactions se poursuivent sans répit.

Luís Arce et Manuel López Obrador annoncent qu'il ne participeront pas au sommet si tous les pays du continent ne sont pas invités.

Xiomara Castro, présidente du Honduras, écrit sur son compte Twitter : "Si toutes les nations ne sont pas présentes, ce n'est pas un sommet des Amériques".

Alberto Fernández, président de l'Argentine, demande d'inviter tous les pays et Santiago Cafiero, son ministre des affaires étrangères, informe la presse qu'il a envoyé une note officielle aux États-Unis pour demander un sommet sans exclusions.

Ils sont rejoints le 17 mai par Alejandro Giammattei, président du Guatemala, qui annonce sa non-participation au sommet.

Le 19 mai Daniel Ortega, président du Nicaragua, confirme que rien ne le stimule pour assister au sommet qui exclut son pays, ainsi que Cuba et le Venezuela.

Ce sont finalement 25 nations qui mettent en question ce IX^e sommet du mois de juin. Certains ne vont pas assister, d'autres expriment leur désaccord pour les exclusions.

Les déclarations se poursuivent avec Erika Mouynes, ministre des affaires étrangères du Panama, qui plaide pour une convocation ample et inclusive, et Gabriela Cerrati, porte-parole du gouvernement argentin, qui plaide elle aussi pour un sommet sans exclusions. Xiomara Castro, présidente du Honduras, informe le 28 mai qu'elle a mené une conversation téléphonique avec Kamala Harris, la vice-présidente des USA, demandant la présence de tous les pays du continent.

Et "Pepe" José Mujica, ex-président de l'Uruguay, condamne fermement l'attitude des USA, considérant que le sommet va droit à un échec.

La position de Cuba

Miguel Díaz-Canel s'exprime lors du Conseil des Ministres du 26 mai et souligne : "Les États-Unis ont mené d'intenses gestions et ont exercé de fortes pressions pour démolir les justes appels de la majorité des pays de la région qui demandent un sommet inclusif". Il remercie les pays dignes qui ont élevé la voix contre les exclusions. Finalement il a déclaré : "Vu les conditions dans lesquelles se sont produits les faits en relation avec le sommet, et vu l'attitude maintenue par le gouvernement des États-Unis, je puis assurer que je n'assisterai pas, en aucun cas, au Sommet des Amériques". Ajoutant que, comme par le passé, Cuba est convaincu que sa voix se fera entendre au sommet.

L'exclusion des peuples

150 organisations nord-américaines, constituant le "People's Forum" (le forum du peuple), ont convoqué un "Sommet des Peuples pour la Démocratie", qui se déroulera du 8 au 10 juin à Los Angeles, après le "IX Sommet des Amériques".

Ici aussi le gouvernement des États-Unis impose les exclusions, par le refus d'octroyer des visas à 23 citoyens cubains, les empêchant à assister au Forum des Peuples.

Les organisateurs ont exprimé, le 18 mai, leur indignation et invitent les citoyens à signer une pétition pour une révision de cette décision. Les Cubains concernés représentaient plusieurs organisations de la société civile cubaine, qui lors de son II^e Forum a fermement condamné l'exclusion de la société civile cubaine.

Le 31 mai le Département de la Police de la ville de Los Angeles interdisait une marche massive, légale et pacifique, planifiée le 10 juin, lors du Sommet des Peuples pour la Démocratie.

On n'exclut pas que les pays, on exclut aussi les citoyens. Un bel exemple de démocratie.

Qui est isolé ?

La longue énumération des réactions des pays du continent confirme, sans aucun doute possible, que ce n'est pas Cuba qui est isolé, malgré toutes les pressions et tous les chantages exercés par le gouvernement nord-américain.

Les déclarations ne laissent aucun doute : les nations d'Amérique Latine et des Caraïbes n'acceptent plus les ukases du puissant voisin du nord et rejettent la doctrine Monroe que celui-ci veut faire perdurer. La preuve en est aussi fournie par l'attitude de plusieurs organismes latino-américains qui se réunissent à Cuba ou ailleurs.

Réunion du Parlatino

Les 26 et 27 mai se réunissaient à La Havane plusieurs commissions du Parlement Latino-Américain et des Caraïbes (Parlatino), composé de parlementaires de tous les pays du continent. Le Parlatino a exprimé à cette occasion la nécessité de consolider le travail du Parlatino, en fonction des intérêts des peuples du continent.

XXI^e Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'ALBA-TCP

L'ALBA-TCP, composé de 10 pays, a tenu son XXI^e Sommet des chefs d'état et de gouvernements des pays membres, à La Havane, les 27 et 28 mai dernier. A son arrivée dans la capitale cubaine Nicolas Maduro, président du Venezuela, déclarait : "Les peuples d'Amérique sont aujourd'hui fermes et clairs au sujet de leur destin. L'ALBA-TCP est le chemin de l'union et de la libération des peuples".

Tous les participants ont fermement condamné l'exclusion de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, et rejeté l'attitude hégémonique et unilatérale de Washington. Nous ne reprendrons pas ici toutes les prises de position des participants, la place manquant pour les reproduire intégralement. Nous retenons surtout l'unité et l'unanimité des positions adoptées, exprimant qu'aucun pays ne devait être exclu du Sommet des Amériques, que les tentatives de division sont inacceptables, qu'il faut exclure toute forme d'hostilité contre les peuples de la région, que l'Amérique Latine et les Caraïbes appartiennent aux peuples des pays de ce continent.

Miguel Díaz-Canel l'a souligné et répété : "L'heure n'est pas à la division, mais l'union, au dialogue et pas la confrontation".

Appel de la CELAC

Alberto Fernández, président de l'Argentine et qui assure la présidence temporaire de la CELAC, a annoncé que l'Argentine organisera une réunion de la CELAC, parallèle au Sommet des Amériques.

Y sont invités les représentants de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela, pays exclus par Washington du IX Sommet des Amériques.

Il a exigé l'arrêt du blocus imposé par les USA à Cuba et au Venezuela et a réitéré son appel à la célébration de rencontres sans exclusions.

"Nous sommes tous Américains et nous n'accepterons pas qu'un pays d'Amérique Latine soit exclu, personne n'a le droit d'exclure quelqu'un " a-t-il ajouté.

L'Aladi soutient Cuba

L'association Latino-Américaine pour l'Intégration (Aladi), qui agit pour renforcer et augmenter le commerce entre ses 13 pays membres (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela), soutenant surtout le développement des PME pour participer au marché régional. Ce 27 mai l'Aladi a élu Cuba siège de la 10e édition de L'ExpoADI 2023.

L'arroseur arrosé ?

Faut-il encore en dire plus pour convaincre que Cuba n'est pas isolé, que le pays est reconnu comme membre à part entière de la communauté latino-américaine et caribéenne ? Ceux qui sont de plus en plus isolés sont les États-Unis. Cela Obama l'avait compris, Trump l'a nié et Biden poursuit le délitre trumpiste.



LOS MALAGONES

Freddy Tack

Le 13 août 2021, dans la vallée de Santo Tomás, au mausolée qui abrite ses compagnons, avait lieu l'enterrement de Juan Quintín Paz Camacho. Né le 31 octobre 1937 il avait été le plus jeune et était le dernier survivant des Malagones.

Mais qui étaient les Malagones ? Un groupe de combattants, peu connus en dehors de Cuba, dont le rôle historique a pourtant été important. Voici leur histoire.

Le 31 août 1959, Fidel Castro et Enrique Núñez Jímenez, capitaine de l'armée rebelle, discutent avec Leandro Rodríguez Malagón et Cruz Camacho Rios, deux paysans, dans la grotte Santo Tomás (province de Pinar del Rio). Leandro avait été le guide de Núñez Jímenez, avant le triomphe de la Révolution, durant des expéditions avec la Société Spéléologique de Cuba.

Les deux agriculteurs relatent les crimes commis par Luis Lara Crespo, dit le Cabo Lara, un ex membre de l'armée de Batista, connu pour ses actes de torture et auteur d'au moins 18 assassinats, et recherché par la justice révolutionnaire pour les crimes commis.

Lors de cette conversation Fidel, soulignant la connaissance de la région par les deux paysans, lance l'idée de créer une milice, qui serait dirigée par Malagón. Il charge ce dernier de créer cette milice en réunissant une douzaine d'hommes de la région, chargés de la capture des bandits contre-révolutionnaires en 90 jours. Les 12 paysans volontaires étaient : Leandro Rodríguez Malagón (le chef), Cruz Camacho Rios (El Niño), Alberto Pérez Lledia, Antonio Gómez González (El Negro), Hilario Fernández Martínez, Jesús Padilla González, José Antonio Álvarez Camacho (Pepe), Gerardo Rodríguez Malagón, José María Lledia Ceballos, Eduardo Serrano Martínez, Junetino Torres Véliz et Juan Quintin Paz Camacho (Juanito).

Les 12 hommes reçoivent un entraînement militaire dans un camp à Managua, avec le commandant Guillermo García comme instructeur.

Sur base des suggestions de Fidel, Celia Sánchez dessine leurs uniformes : la chemise vert olive, le pantalon bleu en toile légère et un sombrero de yarey (palmier des Caraïbes) avec un drapeau cubain.

Celia deviendra plus tard la marraine du groupe qu'on appellera les Malagones.



La capture

En patrouillant dans la Sierra Derrumbada (nommée aussi le pain à sucre), près de Viñales, Leandro aperçoit un petit avion effectuant des cercles. Un paysan de la région raconte aux miliciens que l'avion a largué plusieurs colis d'armes et de munitions. Une fois l'endroit découvert ils constatent que quatre parachutes avaient été largués avec des mitrailleuses Browning, des fusils Garand, M-1 et Remington, ainsi que des munitions. Cette découverte indiquait la présence plus que probable dans la région du cabo Lara et de ses hommes.

Et effectivement un autre paysan les informe avoir vu plusieurs hommes armés près du village de Pons, à proximité de la Sierra de Quemado.

De fortes pluies coupent les communications des Malagones avec l'armée rebelle. Malagón scinde son groupe en deux, un groupe dirigé par le Niño Camacho qui se terre près d'un bohio signalé comme possible refuge de Lara, et un autre groupe, dirigé par Malagón, qui prend place en face de l'habitation, se cachant parmi des arbustes.

Aux injonctions de se rendre les bandits répliquent par un feu nourri. Niño Camacho appelle alors un officier imaginaire : "Capitaine, ne perdons pas de temps, installons la Thompson et arrosions tout". "Non, nous installons le mortier, nous allons tirer avec le mortier", répondait-on d'un autre endroit. En entendant ces messages l'ex militaire de Batista sort du bohio, avec un enfant, suivi d'une vingtaine d'autres bandits. Ils sont immédiatement capturés par les Malagones et remis aux troupes du commandant Antonio Sánchez Díaz. En constatant qu'il avait été capturé par de simples paysans Lara jure et s'écrie : "Merde j'ai été capturé par un groupe de paysans comme vous".

Fidel leur avait octroyé 90 jours pour l'élimination des contre révolutionnaires. Les Malagones réussissent en 18 jours. Fidel félicite les 12 Malagones en commentant : "Notre réponse aux attaques aériennes doit être l'entraînement militaire du peuple".

Le commandant Camilo Cienfuegos leur fait cadeau d'un revolver calibre 45 et leur donne l'ordre de retourner dans leur zone d'opération pour une nouvelle mission.

Les milices populaires

Fidel l'avait annoncé aux Malagones : "Si vous réussissez, il y aura des milices à Cuba".

Le 26 octobre 1959 on crée officiellement les Milices Nationales Révolutionnaires.

Ces milices prouveront leur efficacité lors de l'invasion de Playa Girón (la Baie des Cochons), dans la lutte contre les bandits dans la Sierra del Escambray, lors des missions internationalistes en Afrique. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont intégré les Milices Nationales Révolutionnaires et plus tard les Milices des Troupes Territoriales pour défendre les acquis de leur révolution et l'indépendance du pays.

Le succès de cette initiative locale a fait entrer les Malagones dans l'histoire des luttes révolutionnaires à Cuba, renforçant la stratégie de la guerre de tout un peuple contre n'importe quelle tentative d'invasion.

Sources : www.ecured.cu/Los_Malagones#Historia
www.granma.cu/cuba/2021-08-07/pinar-del-rio-dice-adios-a-juan-quintin-paz-camacho-uno-de-los-12-malagones
www.guerillero.cu/el-ultimo-adios-de-juanito-el-malagon/
www.guerillero.cu/especiales/malagones/mission.html
www.guerillero.cu/pinar-del-rio/7415-malagones-genesis-de-las-milicias-en-cuba.html
www.juventudrebelde.cu/columnas/lecturas/2021-08-14/los-malagones
www.granma.cu/cuba/2020-10-18/los-malagones-y-su-continuidad-en-la-historia-18-10-2020-18-10-59



Scan de QR-code en stuur een protestmail



Open brief aan de Belgische banken

Op 24 maart '22 stuurden we volgende open brief aan BNP-Paribas-Fortis, ING, Belfius, Argenta, Triodos, AXA en KBC.



De **Coördinatie Opheffing Blokkade tegen Cuba**, een nationaal platform van 40 middenveldorganisaties, stelt vast dat Belgische banken weigeren om geld naar Cuba over te schrijven. Sommige banken gaan nog verder en voeren geen betalingen binnen de EU uit, als het woord 'Cuba' ergens in de overschrijving vermeld staat. Maar recent hebben we zelfs vastgesteld dat een bank de rekening van organisaties stopzette die zich solidair met Cuba opstellen.

Deze beperkende maatregelen zijn onaanvaardbaar!

Daarmee gaan deze banken in tegen de Europese en Belgische wetgeving die verbiedt om de VS-sanctiewetten tegen Cuba mee uit te voeren (Blokkeringsverordening N° 2271/96, kortweg Blocking Statute). Mevr. S. Wilmès, minister voor buitenlandse zaken, was hier op 13 juli '21 heel duidelijk over in het Federaal Parlement: **"De verordening verbiedt meer bepaald de naleving van die sancties, net als medewerking met de Amerikaanse autoriteit of rechtbanken in dat kader.** Europese burgers of bedrijven die deze sanctie toch naleven, kunnen aansprakelijk gesteld worden".

Banken verdedigen hun beleid door te verwijzen naar 'compliance', interne voorzorgsmaatregelen om witwas-praktijken en financiering van terrorisme te voorkomen, ook WG/FT-beleid genoemd. Echter ontrecht.

Het Europees Bankagentschap EBA komt in haar rapport over de-risking van januari 2022 tot de conclusie dat de banken onzorgvuldig en inefficiënt omspringen met de algemene WG/FT-richtlijnen en te vlug overgaan tot de uitsluiting van groepen van cliënten.

Ook de Nationale Bank België komt tot een soortgelijke vaststelling en heeft daarom op 01 02 2022 de **Circulaire 'Prudentiële verwachtingen ten aanzien van "de-risking"** opgesteld. In een antwoord op onze vraag verwoordt Alexandre De Geest, administrateur-generaal bij de Thesaurie in naam van de minister het zo: "Echter moeten wij vaststellen dat banken soms de neiging hebben om hun zgn. de-riskingbeleid oneigenlijk toe te passen en cliënten of transacties te weigeren op basis van motieven die geen werkelijk WG/FT risico inhouden of een onjuiste inschatting van dit risico maken. Ook kunnen financiële instellingen het evenwicht verliezen tussen het beperken van hun reputatierisico enerzijds en de uitoefening van hun belangrijke maatschappelijke taak anderzijds".

Verder willen we nog wijzen op het arrest van 21 december 2021 van het Hof van Justitie van de Europese Unie. Het arrest betreft het verbreken van een contract wegens het zwaar vermoeden dat deze beslissing is genomen om gevolg te geven aan sanctiewetten van een derde land. Deze rechtspraak zou bijgevolg een precedent kunnen zijn voor analoge contractbreuken.

Het Hof bevestigt dat de Blocking Statute economische spelers verbiedt om sancties van een derde land op te volgen. Bovendien stelt het Hof: in het geval dat de benadeelde partij een zwaar vermoeden heeft dat het contract werd stopgezet om zo aan de VS-sanctiewetten tegemoet te komen, dan moet het bedrijf dat het contract heeft opgezegd, wel met duidelijke redenen naar voor komen. Toegepast op de recente Belgische feiten: als een bank niet kan aantonen dat de beslissing om een bankrekening stop te zetten om andere redenen dan de VS-sancties is genomen, is deze beslissing onwettig.

Om al deze redenen vragen wij de banken overschrijvingen naar Cuba correct uit te voeren. Elke bank heeft de mogelijkheid om alternatieve betalingsmechanismes te ontwikkelen die inmenging van de VS-administratie onmogelijk maken. Tevens eisen we dat **de banken** overschrijvingen binnen Europa niet blokkeren omwille van het woord 'Cuba'.

Met vriendelijke groeten

Scannez le QR-code et envoyez un mail de protestation



Lettre ouverte aux banques belges

Le 24 mars nous avons envoyé la lettre ci-après à BNP-Paribas-Fortis, ING, Belfius, Argenta, Triodos, AXA et KBC.



La Coordination pour la Levée du Blocus contre Cuba, une plateforme nationale qui regroupe 40 ONG, a constaté que les banques belges refusent de transférer de l'argent à Cuba. Certaines banques vont même plus loin et n'effectuent pas de paiements dans l'UE si le mot "Cuba" apparaît dans le transfert. Nous avons même découvert récemment qu'une banque a bloqué le compte d'organisations solidaires avec Cuba.

Ces mesures restrictives sont inacceptables ! Faisant cela, ces banques vont à l'encontre de la législation belge et européenne qui interdit d'appliquer les lois américaines sur les sanctions contre Cuba (Règlement 2271/96 ou Blocking Statute).

Madame S.Wilmès, Ministre des affaires étrangères, a été très claire à ce sujet devant le Parlement Fédéral le 13 juillet 2021 : **"Plus précisément, le règlement interdit le respect de ces sanctions ainsi que la coopération avec l'autorité ou les tribunaux américains à cet égard.** Les citoyens ou entreprises européens qui se conforment néanmoins à ces sanctions peuvent être tenus pour responsables".

Les banques défendent leurs politiques en faisant référence à la "compliance", aux précautions internes prises pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, également appelées politiques WG/FT. Mais c'est totalement injustifié.

Dans son rapport de janvier 2022 sur la réduction des risques, l'Agence bancaire européenne (ABE) a conclu que les banques sont négligentes et inefficaces dans l'application des lignes directrices générales WG/FT et qu'elles sont trop promptes à exclure des groupes de clients.

La Banque Nationale de Belgique est également arrivée à une conclusion similaire et a donc élaboré, le 01.02.2022, la Circulaire **"Attentes prudentielles par rapport au phénomène de de-risking"**. Dans une réponse à notre question, Alexandre De Geest, Administrateur général du Trésor, s'exprime ainsi au nom du ministre : "Force est toutefois de constater que les banques ont parfois tendance à appliquer leur politique dite de 'de-risking' (atténuation du risque) de manière abusive et à refuser des clients ou des transactions sur base de motifs qui ne représentent pas un risque réel de WG/FT ou sur base d'une évaluation incorrecte de ce risque. En outre, les institutions financières risquent de nuire à l'équilibre entre, d'une part, l'atténuation de leur risque de réputation et d'autre part, l'accomplissement de leur important rôle sociétal".

Nous souhaitons également attirer l'attention sur l'arrêt du 21 décembre 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne. L'arrêt concerne la résiliation d'un contrat sur base d'une forte présomption que cette décision a été prise en conformité avec des lois de sanction d'un pays tiers. Cet arrêt pourrait donc constituer un précédent pour des ruptures de contrat similaires.

La Cour confirme que la loi de blocage interdit aux opérateurs économiques de suivre les sanctions d'un pays tiers. En outre, la Cour déclare : "dans le cas où la partie lésée soupçonne fortement que le contrat a été résilié afin de se conformer aux lois américaines sur les sanctions, la société qui a résilié le contrat doit fournir des raisons claires". Appliqué aux faits récents en Belgique, cela signifie que la décision est illégale si la banque ne peut pas démontrer que cette décision de clôture d'un compte bancaire a été prise pour des raisons autres que les sanctions américaines.

Pour toutes ces raisons, nous demandons aux banques d'effectuer correctement les transferts vers Cuba. Chaque banque à la possibilité de développer des mécanismes de paiement alternatifs qui rendent impossible l'ingérence de l'administration américaine. Nous demandons également que les banques ne bloquent pas les transferts en Europe du fait de la mention du mot "Cuba".

Avec nos cordiales salutations



Mensenrechten zijn onlosmakelijk verbonden met het politiek-economisch model van een land

Wim Leysens



Het Cubaans gerecht heeft strenge straffen uitgesproken voor 127 Cubanen die deelnamen aan de rellen op 11 juli '21. De rechtbank oordeelde dat er voldoende bewijzen waren om de misdaden te beschouwen als ondermijning van de staatsorde met geweld. Dit verklaart de lange gevangenisstraffen van 4 tot 30 jaar. Deze veroordelingen lokten veel reacties uit en deed vragen rijzen over hoe Cuba met de mensenrechten omspringt. Welke visie heeft Cuba op de mensenrechten? Hoe gaat Cuba om met de vrijheid van meningsuiting en van organisatie? Hierover hadden we een gesprek met Ernesto Dominguez Lopez en Seida Barrera Rodriguez, twee professoren verbonden aan het Centro de Estudios Hemisféricos y sobre Estados Unidos van de Universiteit van Havana.

Universele Verklaring van de Mensenrechten = product van West-Europese geesten

De Universele Verklaring van de Mensenrechten is ontstaan na de 2de Wereldoorlog en is een product van de Europese geesten. Vandaar dat de formulering van de rechten in grote mate teruggaat op Europese staatsorde gebaseerd op de erkennung van het privébezit en privéondernemingen. De individuele rechten van de burger staan in Europa en de VS heel centraal: vrijheid van bezit, van meningsuiting, van organisatie.

Cuba legt de klemtoon op collectieve rechten

Cuba erkent de vrijheid van meningsuiting en van organisatie. Getuige daarvan de vele organisaties die in het land opkomen voor diversiteit, dierenrechten, milieu, enz. Cuba ontkenst dus de individuele rechten niet; maar de klemtoon van Cuba ligt toch meer op de collectieve rechten van gans de bevolking: het recht op onderwijs, gezondheid, huisvesting, sport en cultuur.

Daarnaast staat de rechtvaardige verdeling van beschikbare goederen centraal. Gevolg is dat Cuba het recht op privébezit erkent maar wel beperkter invult dan Europa. De meeste Cubanen zijn eigenaar van hun huis, maar zij kunnen slechts één huis bezitten, met daarnaast een vakantiewoning. Zo kan hij/zij ook maar één privébedrijf bezitten.

Elke maatschappij beschermt de grenzen van zijn bestel via de grondwet

De grondwet erkent de vrije meningsuiting en de vrijheid van organisatie. Maar zoals in elke andere maatschappij zijn er grenzen aan deze vrijheid. Deze grenzen zijn nauw verbonden met de fundamentele keuzes van het land, zoals vastgelegd in de grondwet:

- ◆ Cuba is een socialistisch land, waar de productiemiddelen in de handen zijn van het volk. De staat houdt de sleutelsectoren van de economie in eigen handen, terwijl op lokaal niveau meer ruimte voor privébedrijven is.

- ◆ Cuba kiest voor een basis-democratisch maatschappijmodel, geleid door een eenheidspartij.
- ◆ Cuba is een onafhankelijk en soeverein land, en duldt geen inmenging.

De nieuwe grondwet bevestigt deze uitgangspunten. De overheid wijst op het feit dat 86 % van de bevolking deze grondwet in het referendum van 2019 heeft goedgekeurd. Dat toont aan dat een ruime meerderheid deze uitgangspunten steunt.

De fundamentele keuzes vastgelegd in de grondwet bepalen bijgevolg wat buiten de wet valt:

- ◆ Het actief plannen maken om de politieke en maatschappelijke samenlevingsvorm te ondermijnen en omver te werpen is verboden.
- ◆ Het oprichten van een andere politieke partij in Cuba gaat in tegen de grondwet is en bijgevolg verboden.
- ◆ Elke actie die ingaat tegen de sovereiniteit van Cuba is illegaal. Opposanten die oproepen tot een ingrijpen van de VS of die zich vanuit de VS laten financieren, plaatsen zich hierdoor buiten de wet.
- ◆ Een ander voorbeeld: Cuba laat de universiteit van Soros niet toe, en dit omwille van haar rol in Oost-Europa, waar zij de privéondernemingen steunden om meer vrijheid te nemen tegenover de overheid. Het gevaar zit erin dat een groeiende groep van ondernemers een afzonderlijke sociale klasse gaan vormen die steeds meer en meer politieke ruimte gaan opeisen en innemen. Een verdere liberalisering van de economie gaat in tegen het collectief bezit van de productiemiddelen, de kern van een socialistische samenleving.

Participatieve democratie

Cuba werkt aan een participatieve democratie, en dus niet aan een parlementaire democratie naar Westers model. Het basis-democratisch model van Cuba beoogt -net als onze parlementaire democratie- ruimte te geven aan de burgers voor participatie en betrokkenheid. De eenheidspartij en de volksorganisaties hebben de opdracht en de verplichting om democratisch te functioneren. President Díaz Canel verwoordt het zo: het begrip 'eenheid' moeten we begrijpen als de ambitie om iedereen te betrekken in de opbouw van een beter land, gekenmerkt door sociale rechtvaardigheid, welvaart, onafhankelijkheid en zelfbeschikking".

Een voorbeeld van de Cubaanse democratie zijn de ruime volksraadplegingen die Cuba de laatste jaren heeft georganiseerd over o.a. de arbeidswet, de grondwet (2019) en nu de familiewet (2022). In wijken, op werkplaatsen, in partij afdelingen worden de wetsvoorstel toegelicht en bediscussieerd. Vooraf werd onderzoek onder de bevolking gevoerd om de problematiek in kaart te brengen. De resultaten worden vervolgens in opdracht van de regering besproken in een commissie van wetenschappers, administratie en parlementsleden.

De voorstellen van deze commissies worden na grondige raadpleging onder de bevolking uiteindelijk als wetsvoorstel aan het parlement voorgelegd en goedgekeurd.

De kritieken op hoe Cuba met de mensenrechten omgaat, gaan uit van één bepaalde interpretatie van wat onder 'democratie' wordt verstaan, nl. deze van het politiek meerpartijenstelsel naar Europees model.

De kritieken houden geen rekening met het andere staatsmodel van Cuba. Met andere woorden, mensenrechten zijn onlosmakelijk verbonden met het politiek systeem, het economisch model en de sovereiniteit van het land. Dat de Cubaanse democratie niet perfect is, zal niemand op het eiland ontkennen. Net zoals ook de Europese landen kampen met de kloof tussen de politiek en het volk.

Dubbele standaard leidt tot politiek misbruik

Human Rights Watch is heel kritisch tav Cuba, net als tegen andere landen. Maar in de Westerse wereld speelt een andere dynamiek. De kritische houding van het Westen tegenover Cuba staat in schril contrast met de grote laksheid tegenover landen als Saoedi-Arabië of Colombia, die als bondgenoten worden behandeld.

Cuba bekritiseert deze dubbele standaard en beschouwt daarom de kritiek van Westerse landen als een vorm van politiek misbruik.

Verder wijst de Cubaanse overheid op de talrijke humanitaire missies van onder meer de gezondheidsbrigades in tientallen landen, als bewijs dat het welzijn van de mens de kern is van de socialistische revolutie.



VRIENDEN VAN CUBA REGIO MOL-KEMPEN STEUNT PROJECTEN VAN FOS – SOCIALISTISCHE SOLIDARITEIT IN CUBA

Van bij de oprichting in 1993 heeft de Regio Mol-Kempen van de Vrienden van Cuba zich als doel gesteld om niet alleen door diverse informatieve activiteiten een tegengewicht te vormen tegen de constante desinformatie die in de media, in kranten, op internet doelbewust over Cuba verspreid wordt met de duidelijke bedoeling het socialistisch land in een slecht daglicht te stellen, maar ook om op bescheiden wijze bij te dragen aan de financiering van projecten in Cuba. Sedert 2009 steunt onze Regio projecten van FOS.

FOS - SOCIALISTISCHE SOLIDARITEIT

FOS is de solidariteitsorganisatie van de socialistische beweging in Vlaanderen en werkt al sinds eind jaren '90 samen met organisaties in Cuba. Het is ook één van de weinige Belgische organisaties die een kantoor hebben in Cuba.

FOS heeft in Cuba o.m. als partners de CTC (Cubaanse centrale van arbeiders), het SNTI-RIL (Nationale Vakbond van de Industrie – tak van de Lichte Industrie), de SNTC (Nationale Vakbond van de Bouw) de SNTIAP (Nationale Vakbond van Arbeiders in de Voedselverwerkende en Visindustrie), de SNTA (Nationale Vakbond van de Arbeiders in de Suikerindustrie), de FMC (Federatie van de Cubaanse Vrouwen), CENESEX (Nationaal Centrum voor Seksuele Opvoeding) en de UPP (Eenheid voor Promotie van Gezondheid en Preventie van ziektes).

MEERJARENPROJECTEN

Sedert 2009 draagt de regio Mol-Kempen zijn steentje bij voor de financiering van meerjarenprojecten van FOS. Zo werd gedurende 5 jaar in samenwerking met het FMC (Federatie van Cubaanse Vrouwen) het project "Preventie van borstkanker voor vrouwen van meer afgelegen gebieden" gesteund en daarna eveneens gedurende 5 jaar een project van CENESEX (Nationaal Centrum voor Seksuele Opvoeding) in Havana rond "Sensibilisering voor de sociale aanvaarding van Holebi's".

Vanaf 2019 dragen we bij aan een project van het Nationaal Centrum ter preventie van SOA en HIV/AIDS bij risicogroepen, centrum dat deel uitmaakt van de UPP (Eenheid voor Promotie van Gezondheid en Preventie van ziektes).

Met de Vrienden van Cuba hebben we dus tot op heden voornamelijk bijgedragen aan projecten van de gezondheidspartners van FOS nl. FMC, UPP en CENESEX.

PROJECT TER PREVENTIE VAN SOA EN HIV/AIDS BIJ RISICOGROEPEN

De doelstelling van het project is educatief nl. informatie over en preventie van SOA en HIV/AIDS. Voor dit project van Preventie van SOA's onder jongeren in Havana werkt FOS samen met het UPP en meer specifiek met het CNP SIDA (Nationaal Centrum ter preventie van SOA en HIV/AIDS).

Het CNP SIDA heeft als missie het "Implementeren, ontwikkelen en evalueren van de nationale strategie ter preventie van SOA/AIDS/HIV onder kwetsbare groepen". Het centrum geeft vormingen, verspreidt informatie en stimuleert de bevolking door sensibilisering om deel te nemen aan de preventieactiviteiten.

Concreet beoogt het project de preventie van SOA en HIV/AIDS onder jongeren in een achtergestelde buurt van 'Havana Vieja' door het ter beschikking stellen van een jongerenvriendelijk buurtcentrum, dat in samenwerking met FOS werd uitgebouwd. Die buurt is gekenmerkt door een hoog werkloosheids- en criminaliteitscijfer en de bevolking is voornamelijk van Afrikaanse oorsprong. De incidentie van SOA en HIV/AIDS is er hoger dan het gemiddelde.

Het project staat o.m. in voor vorming en bijscholing van gezondheidspromotoren en gezondheidspersoneel, promotieactiviteiten in de gemeenschap, aanmaken van didactisch materiaal, aanbieden van begeleiding en tests i.v.m. HIV/AIDS en promotie via sociale media.



BELANGRIJKSTE VERWEZENLIJKingen VAN DE GEZONDHEIDSPARTNERS FMC, UPP en CENESEX (ontleend aan het Jaar- verslag FOS van 2020)

De gezondheidspartners FMC, UPP en CENESEX slaagden erin hun respectieve promotoren op te leiden in gezondheid, de seksuele en reproductieve rechten van vrouwen en in HIV/Aidspreventie onder jongeren.

Het FMC vormde, tot einde 2020, bijna 900 promotoren voor kankerpreventie van vrouwen in drie provincies en negen gemeenten van Havana. Voor de uitvoering van de vormingen werden 38 vormingsploegen, bestaande uit in totaal vier gezondheidsspecialisten, samengesteld. FMC verbeterde bestaand didactisch materiaal voor gezondheidspersoneel en de vormers van promotoren. Het project liet sensibiliseringsmaterialen drukken die door promotoren uitgedeeld werden en ter beschikking werden gesteld in de COMF. De promotoren bereikten via voorlichtingsactiviteiten ongeveer 135.000 vrouwen.

De partner UPP schooldde haar gemeenschapspromotoren over HIV/Aidspreventie onder jongeren bij. Deze promotoren deelden hun kennis tijdens sensibiliseringactiviteiten in hun gemeenschap met andere jongeren. UPP ontwikkelde didactisch materiaal en maakte promotiemateriaal aan dat ter beschikking werd gesteld in het centrum. Het promotiemateriaal werd tijdens de preventieactiviteiten gebruikt en verspreid. Het centrum organiseerde een uitwisselingsmoment tussen promotoren uit alle regio's van Cuba.

CENESEX slaagde er in om tussen de tweede en de derde golf een fysiek nationale bijeenkomst voor de groepen, die het netwerk van lesbische vrouwen vormen, te organiseren en te laten doorgaan. Het thema van rechten van lesbische vrouwen werd opgenomen in drie van de vier nationale bewustmakings- en promotiecampagnes (Dagen tegen de homofobie, Symposium over Gender-geweld en de Dagen over verantwoord ouderschap) die CENESEX jaarlijks organiseert. In 2020 werden laptops, tablets, printers, fotoapparaten en USB-sticks ter beschikking gesteld aan provinciale coördinaties van het netwerk om activiteiten te ondersteunen.

STRIJD TEGEN COVID-19 (ontleend aan het Jaarverslag FOS van 2020)

Alle partners van FOS in Cuba zijn intensief betrokken in de strijd tegen covid-19.

De massa-organisaties CTC en FMC maken, op alle niveaus, deel uit van de Raad voor civiele bescherming. Die raden beslissen over de te nemen maatregelen in de bestrijding van het corona-virus, organiseren de uitvoering en zorgen voor de opvolging.

De vakbondspartners voorzien ook juridische bijstand en opvolging van de arbeidsrechten bij technische werkloosheid en overplaatsingen. Binnen de bedrijven voorzien ze preventie- en informatieactiviteiten over het coronavirus.

Partner UPP neemt deel aan de organisatie van de nationale voorlichtingscampagne en maakt sensibiliseringsmaterialen aan.

FMC helpt in de gemeenschappen bij de strijd tegen de pandemie door het inzetten van de gezondheidsbrigadijnen bij voorlichtingsactiviteiten, opsporing van zieke personen en bijstand aan zwakkere groepen in de gemeenschappen.

CENESEX zorgt voor de verspreiding van informatief materiaal via internet en geeft juridische bijstand in geval van geweld op vrouwen.

Hubert Celen
Voorzitter
Vrienden van Cuba Mol/ Kempen



Vereniging - Association

ELLIE - WELLIE TERRAS

Op 1 juli, vanaf 19u30, richt afdeling Mol van de Vrienden van Cuba en het Nicacomité Mol het Ellie-Wellie Terras in, in het Wereldhuis (wereldwinkel) van Mol.

Ellie Van Goethem was medestichtend lid van de afdeling Mol van onze vereniging en heel actief tot haar plots overlijden in 2011. Gedurende meerdere jaren vertegenwoordigde Ellie de afdeling Mol in de Raad van bestuur van de Vrienden van Cuba. Sinds haar overlijden richt de afdeling elk jaar dit terras in.

“CUBA SOBERANA”

Het project “Cuba Soberana”, met onze vriend Reinaldo Romero als coördinator, zet de activiteiten verder in samenwerking met verschillende solidariteitsverenigingen, waaronder de Vrienden van Cuba en Cubanismo.

Ingevolge de dramatische gasontploffing in het hotel Saratoga doet Cuba Soberana een oproep om dringend geneesmiddelen op te sturen, per vliegtuig, voor de verzorging van de slachtoffers, ook eenmaal zij het hospitaal verlaten, naargelang de aangevraagde noden.

De verzending van containers met medisch materiaal gaat verder (reeds drie containers werden geleverd). Men overweegt ook de uitbreiding naar andere materialen die Cuba nodig heeft tijdens deze moeilijke economische crisis en onder de druk van de criminale blokkade.

Steun verder onze deelname aan dit project. Uw bijdragen kunnen gestort worden op de rekening van de Vrienden van Cuba, met de melding “medisch materiaal”. UW steun is meer dan ooit nodig, zoals onze voorzitter het meldde in zijn edito : de prijzen voor een container zijn verdubbeld en alle materialen zijn duurder.

Le projet “Cuba Soberana”, avec notre ami Reinaldo Romero comme coordinateur, poursuit les activités, en collaboration avec plusieurs organisations de solidarité, dont les Amis de Cuba et Cubanismo.

Suite à la dramatique explosion de gaz dans l'hôtel Saratoga, Cuba Soberana fait un appel pour envoyer d'urgence, par avion, des médicaments pour les blessés, également après avoir quitté l'hôpital, sur base des besoins communiqués.

L'envoi de conteneurs avec du matériel médical se poursuit (3 conteneurs ont déjà été expédiés) et on envisage l'extension vers d'autres matériaux dont Cuba a besoin durant cette crise économique compliquée et aggravée par le criminel blocus.

Continuez à soutenir notre participation à ce projet. Vos contributions peuvent être versées sur le compte des Amis de Cuba avec la mention “matériel médical”. Votre soutien est plus que nécessaire car, comme le signale notre président dans son édito, les prix pour un conteneur ont doublé et tous les matériaux sont devenus plus chers.

JORNADAS POR CUBA - 18 au 21 MAI 2022

Les “Journées pour Cuba” se sont déroulées en Belgique du 18 au 21 mai. Elles ont débuté le 18 par une manifestation à la place du Luxembourg à Bruxelles, face aux institutions européennes.

Près de 200 personnes ont participé à l'événement avec des représentants de la Coordination pour la levée du blocus, les Amis de Cuba, Cubanismo et d'autres organisations de solidarité belges et européennes. Des représentants de Cubains résidant en Europe, de Belgique, d'Allemagne, de France, d'Italie, de Grèce, des Pays Bas participaient à l'action, ainsi que de nombreux amis latino-américains et des eurodéputés du Groupe de la Gauche du Parlement Européen, d'Espagne, de Belgique et du Portugal, qui ont exprimé leur rejet du blocus imposé par les États-Unis.

Le canal “Europa por Cuba” a transmis le détail des activités sur les réseaux sociaux.

Les Journées se sont poursuivies le 20 à Anvers par une activité culturelle “Noche de Sabor Cubano” et le 21 à Gand par une “Fiesta Cubana”.

L'ambassadrice de Cuba en Belgique et auprès de l'Union Européenne, Yaira Jiménez, a remercié les participants et souligné le caractère international de l'activité.

Sur son compte Twitter, Bruno Rodríguez Parilla, ministre cubain des affaires étrangères a signalé : “Des eurodéputés, des représentants de nombreuses organisations de solidarité, des amis et des Cubains résidant en Europe réaffirment leur soutien à l'île rebelle durant ces Journées pour Cuba. A tous nos remerciements”.

Ci-après l'intervention de notre vice-président, Freddy Tack, lors du meeting sur la place du Luxembourg.

INTERVENTION DU 18 MAI 2022



Le 2 février 1962 John Kennedy signait l'ordre exécutif Nr. 3447 instaurant officiellement le blocus total de Cuba. Plus de 60 ans de blocus économique, commercial et financier, renforcé durant les années '90 par les lois Toricelli et Helms-Burton, et encore renforcé par les plus de 240 mesures décrétées par Donald Trump. Un blocus appliqué sans répit même durant la période de pandémie et de crise mondiale.

Joe Biden, plus trumpiste que Trump, dont le département d'état vient d'annoncer quelques timides modifications semblant aller dans le bon sens, mais qui ne modifient en rien l'impact dévastateur de ce blocus, qui répond encore, après plus de 60 ans, au but initial : créer des crises économiques, susciter des pénuries, instaurer la désillusion et le mécontentement et inviter la population à se révolter et renverser le pouvoir révolutionnaire.

60 ans de tentatives d'étranglement, accompagnées d'agressions, de sabotages, d'assassinats, de guerre chimique et biologique frappant les animaux, les cultures et la population, de campagnes de désinformation, de mensonges, de fake news.

Et 60 ans de résistance sans failles du peuple cubain.

Le gouvernement belge et l'Union Européenne qui déclarent régulièrement ne pas approuver ce blocus et qui disposent pourtant des outils pour contrer les effets extra-territoriaux de celui-ci ne font rien pour protéger leurs citoyens et leurs entreprises. Les banques belges, en tout cas, appliquent sans discernement le refus de transactions financières avec Cuba, même pour des transferts humanitaires.

Nous appelons le gouvernement belge et l'Union Européenne à agir et ne plus se limiter à des déclarations hypocrites sans aucun effet.

Mister Biden, vous justifiez le blocus pour de soi-disant violations des droits humains à Cuba. Mais votre politique et le maintien du blocus violent quotidiennement les droits humains de plus de 11 millions de Cubains.

L'annonce des quelques timides modifications ne changent rien aux effets catastrophiques pour le peuple cubain, dans tous les aspects de leur vie quotidienne.

Mister Biden, UNBLOCK CUBA et laissez le peuple cubain développer le projet économique et social qu'il a librement et démocratiquement choisi.



“Cuba a toujours prêché par son exemple. N'a jamais failli. N'a jamais vendu ma cause d'un autre peuple. N'a jamais fait de concessions. N'a jamais trahi ses principes (...) Nous accompagnons la conviction la plus profonde que les idées peuvent plus que les armes, aussi sophistiquées et puissantes soient-elles”.

“Cuba heeft steeds het voorbeeld gegeven. Heeft hierbij nooit gefaald. Heeft nooit de zaak van een ander land verkocht. Heeft nooit toegegeven aan zijn principes. We hebben de diepe overtuiging dat idéen meer kunnen dan wapens, hoe geavanceerd en machtig die laatste ook zijn”.

Fidel Castro Ruz
01/05/2003

Inhoud - Sommaire

3 Edito	16 Mensenrechten
4 Actua : Nouvelles de Cuba	18 Vrienden van Cuba regio Mol
8 Actua : Cuba - VS : een mogelijke dooi ?	20 Vereniging : Ellie-Wellie terras - Cuba Soberana - Jornadas por Cuba 18-21 mei 2022
10 Actua : Cumbre de las Américas	22 Inhoud - Sommaire/Colofon
12 Historia : Los Malagones	
14 De blokkade - Le blocus	

De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl

Neptunuslaan/Avenue Neptune 24 b10-1190 Vorst - Forest
E-mail : info@cubamigos.be

Lidgeld (jaarlijks) 16 €-8 € (2e en volgend lid van het gezin)-10€ (studenten tot 25 jaar)
Contribution (an) 16 €-8 € (2ème et membre suivant de la famille)-10€ (étudiants jusqu'à 25 ans)

Volgens de beslissing van de Algemene Ledenvergadering van 11/05/2019, met ingang op 01/01/2020 Suite à la décision de l'Assemblée Générale des Membres du 11/05/2019, à partir du 01/01/2020 Rekening - Compte : De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl
IBAN nr : BE90 523080117732
BIC Triobebb
ON - NE : 412063027

De vzw "De vrienden van Cuba" is een vereniging die tot doel heeft de toenadering tussen het Belgische en het Cubaanse volk te bevorderen en aan haar leden en het publiek middelen ter beschikking te stellen om tot een betere kennis te komen van de Cubaanse realiteit. Zij heeft geen enkel partijpolitiek karakter.

Onze eigen artikels mogen geheel of gedeeltelijk overgenomen worden mits bronvermelding. Graag een presentexemplaar.
ISSN 0771 4491

L'asbl "Les Amis de Cuba" est une association qui a pour but d'oeuvrer au rapprochement entre le peuple belge et le peuple cubain et de mettre à disposition de ses adhérents et du public des moyens d'accéder à une meilleure connaissance de la réalité cubaine. Elle n'a aucun caractère de parti politique.

Les articles de nos membres peuvent être repris entièrement ou partiellement, avec mention de l'origine. Prière de nous faire parvenir un exemplaire témoin.

Voorzitter/Président : Regi Rotty - rotty.regi@scarlet.be
Ondervoorzitter/Vice-président : Freddy Tack - freddy.tack@belgacom.net.

Schatbewaarder/Trésorier : Guido Schutz - guido.schutz@skynet.be
Secretaris : Johan Van Geyt - johanvangeyt1@telenet.be

CONTACT

- Brussel-Brabant - Bruxelles-Brabant : Freddy Tack - 02/428.79.97 en Anne Delstanche - 02/640.43.10
- Antwerpen : Wim Leysens - 0495/71.02.54
- Liège : Régi Beauduin - 085/31.29.08 - Facebook : Les Amis de Cuba Liège
- Gent, Aalst en West-Vlaanderen : Mireille Lefever - mireillelefever@hotmail.com
- Facebook : Vrienden van Cuba, regio Gent, West-Vlaanderen en Aalst
- Kempen : Hubert Celen - 014/31.43.39

Prijs per nummer/prix par numéro : 2 Euro
Leden gratis - membres gratuit

Hoofdredacteur/Rédacteur en chef > Freddy Tack 02/428.79.97 - E-mail : freddy.tack@belgacom.net

Redactie/rédaction > Anne Delstanche, Alexandra Dirckx, Monique Dits, Regi Rotty, Wim Leysens, Erik Wils.
Lay-out/mise en page > Sylvie Vanhoegaerden
Kleurenpagina's/Pages couleur : Youri Blieck en Monique Dits

Eindredactie/rédaction finale > Sylvie Vanhoegaerden
Druk/impression > drukkerij Alfabet - Gent

website : www.cubamigos.be
https://twitter.com/cuba_be
Facebook : Amigos de Cuba Bélgica

30/04 /2022 :
Falleció el diplomático y político
cubano Ricardo Alarcón de Quesada.

Alarcón se desempeñó como ministro de Relaciones Exteriores de 1992 a 1993; fue embajador de Cuba ante la ONU; y por 20 años presidió la Asamblea Nacional del Poder Popular de Cuba.



Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, Primer Secretario del Comité Central del Partido Comunista de Cuba y Presidente de la República, en la clausura de la 5ta. Sesión Extraordinaria de la Asamblea Nacional del Poder Popular en su 9na. Legislatura, en el Palacio de Convenciones, el 16 de mayo de 2022, Año 64 de la Revolución :

" La unidad que se afirma en la diversidad es el camino"



Sesionó en La Habana XXI Cumbre del ALBA-TCP.
Declaración de la XXI Cumbre de Jefes de Estado y Gobierno del ALBA-TCP

"ALBA-TCP repudia las exclusiones y trato discriminatorio en la denominada Cumbre de las Américas en Los Angeles."



Bruselas 18 mayo :
Encuentro de Solidaridad con Cuba y por el levantamiento inmediato del bloqueo de Estados Unidos contra el pueblo. cubano

